

Fontenay : la RATP s'installera sur le terrain de la boucle de l'A86

Finie la polémique qui avait fait voler en éclat la majorité de gauche au conseil municipal de Fontenay en juin 2013, place aux annonces ! Le maire communiste de la ville a annoncé ce mercredi soir, à l'occasion de ses vœux à la population, le nom du futur locataire de l'immeuble de bureaux qui va être construit sur le terrain dit « de la boucle de l'A86 ». C'est finalement la RATP qui va louer au moins une partie des 30 000 m² de bureaux que BNP Paribas immobilier va faire construire sur ce terrain, un délaissé de l'autoroute, coïncé entre la rue Louison-Bobet et l'autoroute A 86. Le permis de construire a été déposé et les travaux pourraient démarrer d'ici à la fin de cette année. Une nouvelle que le maire PCF de Fontenay, Jean-François Voguet, a tenue à « saluer » ce mercredi, tout en rappelant que « la Société générale installera bientôt ses 5 000 salariés dans des locaux flambant neufs ». Le Val-de-Fontenay n'a donc pas fini de s'étendre, méritant de plus en plus son surnom de « Défense de l'Est parisien ».



Une autre vue

du projet. (DR.) La RATP confirme qu'elle louera des bureaux dans ce nouveau bâtiment, restant cependant prudente sur la surface occupée. « Nous avons déjà environ 2 000 salariés répartis dans plusieurs immeubles au Val-de-Fontenay, précise le service de presse. Une partie d'entre eux pourrait être regroupée dans le nouvel immeuble d'ici à 2019, mais il nous reste du temps pour définir le nombre de mètres carrés loués et quels salariés viendront y travailler. » À

terme, ces salariés bénéficieront de l'un des pôles de transports majeurs du département. La gare du Val-de-Fontenay, à deux minutes à pied, proposera bientôt en plus des RER A et E, le T1, le Grand Paris Express et plus tard le métro 1.



Le terrain de la boucle de l'A86. (LP/Laure Parny) L'arrivée de ce nouvel immeuble de bureau est aussi une bonne nouvelle financière pour la ville. La commune avait déjà fait une belle opération financière en revendant 2 M€ ce terrain acheté 900 000 € deux ans plus tôt. Selon la ville, « l'arrivée de ces bureaux représente aussi environ 10 M€ de taxes d'urbanisme diverses et par la suite 300 000 € par an de taxe foncière. »